



Question 1 :

Quelles sont les chances des productions locales dans un contexte caractérisé par les marchés mondiaux porteurs ?

Synthèse hebdomadaire 3 – semaine du 5 au 12 mai 2008

Résumé

A la faveur de l'actualité, cette semaine, une partie des débats se sont concentrés sur la nécessité d'augmenter la production agricole pour faire face à la crise alimentaire actuelle. Ainsi, la question de la relation du secteur agricole au marché a été posée. On retrouve une critique des approches dogmatiques et idéologiques, et des implications politiques au niveau international, notamment vis-à-vis de l'OMC. D'autres contributions prolongent les débats sur les conditions nécessaires pour augmenter la production agricole : l'organisation des filières, des politiques publiques, des financements...

Il est utile de rappeler qu'il n'existe pas de solution unique pour augmenter la production agricole, en particulier dans les pays du sud. « Ce débat quasi universel est peut être acceptable comme exercice intellectuel mais probablement peu fécond. », comme le rappelle Philippe NAVASSARTIAN. Pour passer à une phase plus opérationnelle, il faut prendre en compte les spécificités propres à chaque situation et à chaque pays. Par ailleurs, face à la gravité de la crise alimentaire actuelle, il n'est pas évident d'interpréter la hausse des prix agricoles comme une opportunité, comme le souligne avec force Michel FERRY. C'est « une réelle autosuffisance alimentaire » qui doit être recherchée. « Réelle et donc justement indépendante des marchés mondiaux », affirme-t-il.

La production d'aliments doit être la priorité du secteur agricole

En se questionnant sur le rôle de l'amélioration des cours agricoles mondiaux, de nombreux intervenants ont souligné l'idée que le secteur agricole étant responsable de la sécurité alimentaire mondiale, sa gestion par les marchés seuls était insuffisante.

Dans ce sens, Michel FERRY critique les choix politiques et économiques passés prônant l'orientation de l'agriculture de nombreux pays en voie de développement vers des cultures d'exportation, pénalisant ainsi les cultures vivrières. En regardant vers l'avenir, Edgard PISANI, ancien Ministre de l'Agriculture français, argumente que pour retrouver l'équilibre alimentaire il y a une seule solution : faire de la production alimentaire la priorité de la production agricole. Et cela ne peut relever que d'une *décision politique*. Ce raisonnement est même poussé plus loin par Ildéphonse NDABALISHYE qui soutient que l'Afrique ne pourra assurer sa sécurité alimentaire qu'après avoir amélioré sa gouvernance. Il ajoute que cette amélioration doit venir de la société civile : en s'organisant, celle-ci pourra « contrebalancer la nuisance de la politique politicienne ».

De nombreux intervenants affirment que soumettre l'agriculture aux négociations commerciales internationales de la même manière que les autres secteurs de l'économie ne peut pas résoudre le problème de la faim. Olivier BARRAS et Laurent PACHETEAU, deux agriculteurs français, expriment clairement cette idée : « Sortir la production de matières premières agricoles du marchandage OMC est une nécessité. ». En partant de cette position, quels sont alors les modes de régulation et de gouvernance internationaux qui doivent être mis en place ? Si l'OMC n'est pas l'enceinte adaptée pour traiter les questions agricoles, quelle institution serait la mieux placée ? Faut-il constituer une Organisation mondiale de l'agriculture, comme le propose Philippe MEURS dans son interview ? Autant de questions qui seront traitées dans la question 6, lancée mardi dernier.

Quelle peut être la relation du secteur agricole avec des marchés qui ne prennent pas en compte la nécessité de sécurité alimentaire ?

La question de la grande instabilité des marchés agricoles et la nécessité de la gérer continue à être débattue. Jean-Marc BOUSSARD souligne la nécessité de connaître les marchés agricoles pour pouvoir se prémunir de leur variation. D'autres contributeurs continuent à évoquer la gestion des marchés : comment la gérer, qui doit s'en charger? D'un côté, Michel FERRY, prône l'autosuffisance alimentaire en totale indépendance des marchés. De l'autre, Bertrand DEGILAGE écrit « l'entreprise agricole devrait être en mesure comptablement de constituer des « réserves » pour risques : risques

climatiques, biologiques, financiers, environnementaux... Pas besoin d'assureur et d'intervention Etatique dans ces domaines. ». Ce à quoi Mamadou BARRY répond que les exploitations familiales africaines ne sont pas prêtes.

A partir des échanges de la semaine dernière, on peut faire le lien avec la question 5 en s'interrogeant plus spécifiquement sur le rôle que peuvent jouer les organisations paysannes (OP) dans la gestion des marchés agricoles. Que doivent prendre en charge les OP ? Avec quels outils ? Et quels moyens?

Quelles sont les conditions pour l'accélération du développement agricole en Afrique ?

Le rôle clé de l'exploitation familiale

Les contributeurs continuent à s'accorder sur le rôle important que peut jouer l'agriculture familiale. Cette dernière peut contribuer grandement à l'augmentation de production mondiale et la réduction de la pauvreté, d'une part par sa réactivité et son adaptabilité (François AFFHOLDER) et d'autre part par sa capacité à prendre en compte les externalités sociales et environnementales (Michel FERRY). Mamadou BARRY va dans ce sens et développe un plaidoyer pour l'exploitation familiale.

Plusieurs pistes sont mises en avant pour augmenter la production agricole :

-*L'organisation des producteurs et des filières* : les contributeurs rappellent, comme la semaine dernière, que l'organisation des producteurs et des filières est nécessaire. Elle doit en particulier rééquilibrer les rapports de force actuellement inégaux, inégalité que Jacques DALLARD considère comme étant une condition limitante majeure empêchant les agriculteurs de tirer parti de prix rémunérateurs. Zvi GALOR rappelle que pour qu'une organisation soit réellement efficace, son objectif doit être la défense des intérêts des agriculteurs et non pas le profit. Enfin, François TRAORE illustre ces propos par un cas concret, celui de la filière cotonnière africaine.

-*L'amélioration des revenus des producteurs* : qui peut entre autre passer, selon Suzanne SANZI MBULUYO par la promotion de la transformation locale des productions agricoles, ce qui nécessite des politiques d'industrialisation. François TRAORE ajoute que des investissements productifs (matériel de transformation par exemple) doivent absolument être faits en Afrique. Pour cela il est nécessaire de mettre en confiance les banques par des politiques adaptées, précise Sophie FONQUERNIE

-*La recherche agronomique*, présentée comme une des conditions clé pour la survie des exploitations familiales. Jean SEMAL insiste sur la nécessité de se concentrer sur les filières de production et d'exploitation de semences de qualité appropriées aux différents agrotopes.

-*Des politiques publiques volontaristes pour l'agriculture sont nécessaires* : de nombreuses contributions évoquent le succès des outils de la politique agricole commune (PAC) européenne pour le développement agricole européen, et la nécessité d'en tirer des leçons pour le développement agricole des pays en voie de développement. Sophie FONQUERNIE, écrit « en Europe, pour parvenir à la production agricole que nous connaissons aujourd'hui, nous avons bénéficié de plusieurs facteurs de développement simultanés : organisations paysannes fortes, formation, politiques agricoles volontaires, banques mises en confiance et espace économique protégé. Exactement ce qui manque aujourd'hui dans la plupart des pays en développement. » Dans son appel aux chefs d'Etats et aux députés des parlements nationaux et du parlement de la CEDEAO concernant la situation agricole et alimentaire, le ROPPA (Réseau des Organisations paysannes et de producteurs agricoles d'Afrique de l'Ouest) insiste également sur ce sujet.

Ce parallèle entre les différentes situations des agriculteurs du monde renvoie à la réflexion sur les formes de partenariats qui existent et qui peuvent être développées entre professions agricoles et plus largement, Quels sont les intérêts communs ? Par quels types de partenariat peuvent-ils être défendus ? Quelles évolutions doivent être impulsées ? Que pensez des nouveaux acteurs de ces partenariats (fondations, grands pays émergents) ?

Quelques arguments en faveur d'une organisation régionale des échanges, des politiques et des régulations ont été avancés, notamment Olivier BARRAS et Laurent PACHETEAU. Mais cette question reste à creuser, et rejoint en partie le débat sur les modes de gouvernance internationaux du secteur agricole.

Les questions en suspens – passerelles vers les questions 4 à 6

- Un premier constat a été fait : l'agriculture est un secteur économique particulier puisqu'il doit avoir pour objectif premier d'assurer la sécurité alimentaire de tous. Certains avancent que l'OMC n'est pas le bon endroit pour traiter les questions agricoles. Qu'en pensez-vous ? Quelle institution serait la mieux placée ? Faut-il constituer une Organisation mondiale de l'agriculture, comme le propose Philippe MEURS dans son interview ? De façon plus large, quels sont les modes de régulation et de gouvernance internationaux qui doivent être mis en place ?
- L'organisation des filières constitue une condition importante de l'augmentation de la production. Dans la question 5, on s'interroge sur un rôle précis que peuvent jouer les OP, à savoir la gestion des marchés. Que doivent prendre en charge les OP ? Avec quels outils ? Et quels moyens ?
- Enfin, le parallèle qui est fait par plusieurs contributeurs entre le développement européen et celui des pays du sud renvoie aux modalités de partenariat qui doivent se construire. Quels sont les intérêts communs ? Par quels types de partenariat peuvent-ils être défendus ? Quelles évolutions doivent être impulsées ? Que pensez des nouveaux acteurs de ces partenariats (fondations, grands pays émergents) ?